

10/2020

## Synthèse de l'actualité internationale d'octobre 2020

samedi 31 octobre 2020, par [Axelle DEGANS](#)

**Citer cet article / To cite this version :**

[Axelle DEGANS](#), **Synthèse de l'actualité internationale d'octobre 2020**, *Diploweb.com*  
: *la revue géopolitique*, 31 octobre 2020.

**Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.**

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse [expertise.geopolitique@gmail.com](mailto:expertise.geopolitique@gmail.com).

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

**Voici une précieuse synthèse de l'actualité internationale d'octobre 2020 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique, suivent la spécialité #HGGSP voire préparent un concours dans des conditions délicates. Pour ne rien manquer, et recevoir nos alertes sur des documents importants, le plus simple est de s'abonner gratuitement à notre [Lettre d'information hebdomadaire](#) ou au [compte twitter de veille géopolitique](#) @diploweb (plus de 16 000 followers).**

## **Le sort des urnes ... ou non**

Octobre 2020, la Bolivie vient d'élire son président après le départ et l'exil de l'ancien président Evo Morales à l'automne 2019 et la crise politique, économique, sociale aggravée par la crise sanitaire que le pays a dû affronter. Luis Arce, ancien ministre de l'Économie d'Evo Morales, membre de son parti MAS (Mouvement vers le socialisme), a été élu en promettant un gouvernement d'union nationale et un retour à la prospérité.

La partie nord de [Chypre](#) a élu en octobre 2020 à sa tête Ersin Tatar, assez proche de la [Turquie](#) d'Erdogan. Il annonce d'ailleurs vouloir coopérer avec Ankara dans la [prospection d'hydrocarbures](#) en Méditerranée orientale. A l'évidence les relations entre l'île et [l'Union européenne](#) risquent de se dégrader.

En Guinée, le président sortant Alpha Condé (82 ans) est finalement déclaré vainqueur des élections. Au pouvoir depuis 2010, il a fait modifier la Constitution pour briguer un troisième mandat. Cette élection s'est tenue en octobre 2020 sur fond de violence, l'opposition contestant la modification constitutionnelle, puis les résultats des urnes. Cette violence recouvre aussi une opposition ethnique entre Malinkés (Dioulas) dont Alpha Condé est l'éminent représentant alors que son challenger Cellou Dalein Diallo l'est pour les Peuls.

Les Chiliens se prononcent en octobre 2020 par voie référendaire sur l'opportunité - ou non - de refonder une constitution qui date de l'ère Pinochet. L'un des héritages de cette période est la force des inégalités, malgré la décrue de la pauvreté. Le referendum est approuvé à 78% des votants.

Au Koweït, la transition s'est déroulée sans heurts après la mort de l'émir Sabah Al-Ahmad Al-Sabah (91 ans). Le pouvoir est passé à son frère Nawaf al-Ahmad Al-Sabah, lui-même âgé de 83 ans.

Le referendum qui s'est tenu en Nouvelle-Calédonie en octobre 2020 tranche, pour la deuxième fois, en faveur du maintien dans le giron de Paris. Le vote pour l'indépendance a néanmoins recueilli plus de voix que lors du dernier referendum d'autodétermination de 2018. Un troisième scrutin est prévu au plus tard en 2022 pour trancher définitivement sur [le statut de la Nouvelle-Calédonie](#). Intéressée par les ressources minières de l'île, [la Chine](#) manœuvre en embuscade.

## **Troubles politiques**

En Thaïlande, la crise politique se poursuit en octobre 2020 et la faible popularité du roi Rama X aggrave la situation. Des milliers de manifestants se mobilisent pour pousser l'actuel premier ministre - Prayut Chan-o-cha - à la démission. L'état d'urgence a été proclamé après que des opposants se soient trop approchés de la voiture de la reine. Une session extraordinaire du Parlement a été convoquée. [La monarchie y est plus que jamais fragilisée.](#)

Le Kirghizstan traverse en octobre 2020 une profonde crise politique. Le président a démissionné et ses fonctions ont été récupérées par l'ancien premier ministre Sadyr Japirov.

Au Liban, après la démission du Premier ministre, Saad Hariri (fils de l'ancien Premier ministre assassiné Rafic Hariri et ancien Premier ministre lui-même contraint à la démission il y a un an) est nommé premier ministre en octobre 2020. La situation libanaise n'a que peu évolué depuis le début de la contestation populaire en octobre 2019, si ce n'est par une dégradation de la situation économique et financière et la démonstration de l'impuissance politique. Du neuf avec du vieux ?

## **La violence ne désarme pas**

L'affrontement entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan à propos de l'enclave du Haut Karabakh peuplé majoritairement d'Arméniens mais rattachée à l'Azerbaïdjan s'amplifie en octobre 2020. Il ne peut être isolé de son environnement régional car les voisins turc et russe sont évidemment intéressés par le développement de [ce conflit dans le Caucase](#). [La Turquie](#) apporte un soutien affiché à Bakou, y compris au niveau militaire. Le groupe de Minsk (Russie, États-Unis, France) appelle à un cessez-le-feu qui peine à être mis en œuvre, d'autant plus que la crise sanitaire semble expliquer la difficulté d'une médiation internationale. Les bombardements montrent qu'il s'agit d'un conflit ouvert dans le Haut-Karabakh, avec déjà plusieurs milliers de victimes. Les Azéris, [mieux armés notamment en drones](#), ont conquis une partie du territoire à la frontière avec l'Iran.

Le Nigéria, géant démographique africain, et l'une des toutes premières économies du continent, affronte déjà une forte instabilité dans la partie septentrionale, instabilité alimentée par des [mouvements djihadistes comme Boko Haram](#), ainsi que dans le sud pétrolifère. Il fait désormais face à la multiplication de manifestations assez violentes dans de nombreuses villes du pays et pousse les forces de l'ordre à sécuriser les principales infrastructures du pays. Elles le font en octobre 2020 au prix d'un couvre-feu et d'une violence dénoncée par l'Unité africaine, l'Union européenne, le Royaume-Uni, les Nations Unies et les États-Unis. Cette jeunesse (plus de la moitié de la population nigériane a moins de 25 ans) dénonce non seulement les brutalités policières mais aussi la corruption endémique et l'absence d'avenir dans un pays riche de son pétrole mais où la population reste massivement pauvre.

## **Un espoir au Sahel ?**

L'opposant politique Soumaïla Cissé (comme certains otages européens) a été libéré en

octobre 2020 par les islamistes en échange de celle de plusieurs centaines de prisonniers djihadistes par la junte au pouvoir au Mali depuis le putsch de l'été dernier. Cette libération permet de satisfaire les demandes de la Communauté des États africains de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Si le nouveau pouvoir malien apparaît gagnant de cette opération, ce n'est pas le cas de Paris, engagé dans l'opération militaire Barkhane de prévention du risque djihadiste. La libération de l'otage franco-suisse Sophie Petronin est atypique, puisque l'ex-otage convertie à l'islam sous le prénom de Mariam, annonce qu'elle souhaite repartir au Mali.

---

### **Bonus vidéo. G. Chaliand. Des guérillas au reflux de l'Occident**

*G. Chaliand aborde à la fin de l'entretien la situation au Sahel*

---

L'élection présidentielle en Côte d'Ivoire est [source d'inquiétude au Sahel](#) car les violences interethniques ont déjà fait des morts avant le scrutin.

### **Un modèle français bouleversé dans ses fondements... et critiqué**

Toute une série d'événements témoignent d'attaques récurrentes contre le modèle français. Si ces actes ne sont pas nouveaux, leur occurrence augmente et provoque une émotion populaire. Depuis les attentats des 7, 8 et 9 janvier 2015 les actes graves contre le modèle démocratique et assimilationniste français n'ont pas diminué. De façon récente, le procès concernant les attentats de 2015 est le contexte d'un nouvel attentat et aussi de la révélation au grand jour, de ce que l'on savait déjà, d'une situation aussi aberrante que scandaleuse, de la peur dans laquelle vivent les victimes et non pas les agresseurs. L'attaque au mortier d'un commissariat de police à Champigny-sur-Marne est une autre preuve du délitement du vivre-ensemble.



En octobre 2020, le lâche et épouvantable assassinat de Samuel Paty, professeur d'histoire-géographie en collège à Conflans-Sainte-Honorine, en tant que représentant de l'État et des valeurs républicaines en est une preuve supplémentaire. L'émotion est légitime, le temps est celui du recueillement et de la compassion pour les proches de ce professeur. Ensuite doit venir celui de la refondation d'un pacte républicain qu'une minorité agissante ne peut malmener au détriment de la majorité. Expliciter un projet de société et le mettre en œuvre de façon volontariste est essentiel : économique, social et sociétal sont intimement liés. C'est autour de valeurs communes qu'il faut se rassembler, les attentats de 2015 avaient déjà visé l'art de vivre à la française. Face à l'obscurantisme les renoncements coûtent cher, M. Samuel Paty l'a payé de sa vie.

Le président français, E. Macron, a fermement condamné ce lâche assassinat et réaffirmé l'attachement de [la France](#) à la liberté d'expression. C'est l'occasion saisie par le président turc pour condamner violemment la France et se poser en leader du monde [musulman](#), alors qu'il est en difficulté à l'intérieur comme sur la scène internationale et que la mouvance des Frères musulmans, à laquelle il appartient, est loin de représenter l'islam dans sa totalité. Ce faisant, il alimente une dynamique de contestation anti-française dans le monde musulman faite d'insultes, de menaces, de manifestations et d'appels au boycott des produits français. Ces appels sont relayés par d'autres, comme Mahathir Mohamad, ancien Premier ministre malaisien, affirmant qu'il y a un « droit » à tuer des Français. C'est donc bien le modèle français qui est visé, l'horrible assassinat de trois personnes au sein de la basilique Notre Dame de Nice le prouve fin octobre 2020.

### **La Turquie sur tous les fronts ?**

Les condamnations de [la France et des pays européens](#) par Erdogan cachent mal la délicate position dans laquelle le président a conduit son pays, un temps présenté comme « émergent ». Aux delà des difficultés économiques que la Turquie rencontre - et qui sont partagées par nombre de pays - son néo-ottomanisme n'est pas forcément couronné de succès. L'intervention turque en Libye tarde à porter ses fruits, son activisme en Méditerranée orientale complique son insertion régionale, son implication en Syrie subit des revers ( une quarantaine de combattants qu'il soutient vient d'être tuée par les Russes). Il est difficile de ne pas relier cet

événement à l'antagonisme entre Ankara et Moscou en Libye, Syrie et dans le conflit du Caucase où le soutien turc aux Azéris n'est plus à démontrer.

En France, l'exécutif cherche à diminuer l'emprise grandissante des Frères musulmans, financés en partie par Ankara, sur les mosquées et certaines associations musulmanes. Longtemps étrangement ignorée, la question de l'instrumentalisation des diasporas par leur pays d'origine s'impose depuis peu et nécessite un suivi approprié, dans les règles de l'état de droit, mais avec le souci de l'efficacité.

## **Le front du coronavirus**

La pandémie de [coronavirus COVID19](#) continue à s'étendre, affectant le président américain Donald Trump pour citer l'une de ses plus célèbres victimes actuelles. Si [la pandémie](#) semble ralentir en Asie, jusqu'au Proche et au Moyen-Orient, ainsi qu'en Amérique latine, l'Europe en est actuellement un véritable épiscentre avec une contamination détectée grâce aux tests de plus de 400 000 cas journaliers. Elle pousse au reconfinement certaines régions espagnoles (la région madrilène par exemple) ou britanniques (le pays de Galles), et la France. Certains pays européens mettent en garde les déplacements vers les régions en situation d'alerte chez leurs voisins. L'obligation de disposer d'un test négatif quelques jours avant le départ limite fortement les déplacements internationaux y compris au sein de l'Union européenne. En Allemagne, certains Länder refusent leur accès aux habitants de régions où le taux de prévalence est supérieur à 50 pour 100 000 personnes. L'Allemagne décide d'une fermeture des restaurants et théâtres pour quatre semaines. En Belgique, un couvre-feu est décidé, en Europe centrale la situation s'est aussi fortement dégradée, les lieux publics ne peuvent recevoir qu'un nombre limité de personnes, la Slovaquie opte pour un couvre-feu, en République tchèque l'armée a dû installer un hôpital de campagne. En Italie, la situation est très tendue, certains refusent de nouvelles mesures qui privent de ressources des ménages déjà fragilisés. L'Irlande est le premier pays membre de l'Union à mettre en place un reconfinement.

En France, un couvre-feu est décidé courant octobre 2020 dans plusieurs grandes villes (Paris, Lille, Lyon, Grenoble, Saint-Etienne...) pour tenter de limiter sa propagation. Le caractère exceptionnel de cette mesure n'échappe à personne. Cet « électrochoc sanitaire » repose sur l'adhésion de la population, parfois moins encline qu'au printemps 2020 à accepter de nouvelles limitations des libertés individuelles. Les dommages économiques commencent à se faire ressentir, et la multiplication des fermetures des boutiques de centre-ville un peu partout dans le pays en témoigne comme la mise en faillite de certaines entreprises. Les signaux d'alerte émis par le monde médical poussent le président à opter fin octobre 2020 pour un [reconfinement](#) jusqu'au 1er décembre 2020 avec un point d'étape au bout de quinze jours. La marge de manœuvre est étroite entre la protection des plus fragiles et la nécessité que l'économie ne s'effondre pas. La question du lien social - pourquoi et comment vivons-nous ensemble ? - devient véritablement centrale.

## **La Chine et sa souveraineté économique**

Alors que la machine chinoise continue à approvisionner l'économie mondiale, Pékin est en plein de bras de fer avec son principal partenaire commercial, les États-Unis. Son économie

affiche une croissance économique soutenue, dans un contexte global assez déprimé, avec une croissance de près de 5% pour le troisième trimestre 2020. La Chine vient d'édicter en octobre 2020 une loi pour mieux contrôler les exportations de produits sensibles technologiquement. Il s'agit d'une étape supplémentaire dans la confrontation avec Washington.

Après que l'Australie ait demandé une enquête indépendante concernant les origines de la pandémie du coronavirus, [Pékin a sérieusement diminué ses importations agricoles depuis l'Australie](#) et menace de le faire désormais pour le charbon. L'économie australienne est déjà affectée par la crise sanitaire, et elle l'est encore davantage par les représailles chinoises dont l'origine est à l'évidence géopolitique.

## **L'Europe communautaire se projette dans l'avenir... et elle n'est pas la seule**

[L'Union européenne](#) vient de décider d'une nouvelle réforme de la Politique agricole commune (PAC) pour un « verdissement » des pratiques à l'horizon 2023. Des primes seront affectées à ceux qui s'engageront à pratiquer une agriculture plus respectueuse de l'environnement, sinon les agriculteurs risquent de subir une baisse substantielle des aides. Les pays d'Europe centrale et orientale ont manifesté un vif mécontentement car le risque de la baisse des aides perçues par leurs agriculteurs est réel. La PAC bénéficie toujours du premier budget à l'échelle communautaire (un quart du budget communautaire) même s'il est en baisse en raison du Brexit, le Royaume-Uni ne versant plus sa contribution pour le prochain exercice puisqu'il a quitté l'UE le 31 janvier 2020.

Le dernier rapport du Conseil européen des relations internationales, « Protéger l'Europe de la coercition économique » formule plusieurs recommandations. Mise en place de contre-sanctions, la création d'un homologue européen à l'*Office of Foreign Assets Control* (OFAC) américain qui veille à l'application des sanctions ou la création d'une banque européenne à l'exportation. Toutes ces mesures relèvent de la sécurité économique visant à une souveraineté économique dont les failles ont été ses à jour de façon cruelle avec la crise sanitaire.

L'UE recentre sa Politique européenne de voisinage (PEV) sur la région des Balkans occidentaux, c'est-à-dire l'Albanie et les pays issus du démembrement de la Yougoslavie. S'agit-il d'un pas supplémentaire vers leur intégration à l'Union européenne ? [La Hongrie depuis 2010](#), la Pologne depuis 2015 administrent pourtant [la preuve de l'incapacité de l'UE à faire respecter ses valeurs sur son propre territoire, à commencer par l'état de droit et la séparation des pouvoirs](#). Et ces deux pays - entrés en 2004 - se protègent l'un l'autre d'une finalisation des sanctions promises, allant même jusqu'à menacer de bloquer [le plan de relance à 750 milliards d'euros](#). Qui peut - sérieusement - assurer que tous les candidats des Balkans occidentaux offrent l'once d'une garantie de mieux se comporter à moyen terme ? 6 ans pour la Hongrie, 11 ans pour la Pologne : voici le nombre d'années entre l'adhésion à l'UE et la sortie de la route de l'état de droit. Certes, d'autres nouveaux états membres se comportent mieux, mais cela suffit-il à garantir le comportement de tous les autres candidats ?

Après avoir choisi de sortir de l'UE, le Royaume Uni vient de signer en octobre 2020, à la suite du Brexit, un accord de libre-échange avec le Japon. Les deux pays vont ainsi maintenir leurs relations commerciales comme elles existent durant l'intervalle de février à décembre 2020.

## L'espace est de retour...

[Les Russes](#) ont envoyé en octobre 2020 deux cosmonautes et un astronaute américain vers la station internationale ISS en usant d'un nouveau système de guidage plus performant puisqu'il permet de rallier Baïkonour à la station spatiale en moins de temps qu'il n'en faut pour joindre Paris et Marseille...

L'Agence spatiale européenne (ESA en anglais) a décroché une série de contrats se montant à plus de 2,5 milliards d'euros d'engagement, de quoi rasséréner les industriels du secteur. Elle prépare l'envoi de plusieurs spatonautes sur la Lune. L'ESA participe au projet Artemis de la NASA. Airbus construira une sonde destinée à la collecte de matériau sur Mars, Thalès Alenia Space participe à l'aventure lunaire grâce à un contrat portant sur la construction d'une partie d'un module lunaire.

Les Terriens vont vérifier leur capacité de réaction face à des astéroïdes qui pourraient menacer la Terre. Les missions DART (États-Unis) à l'horizon 2021 et HERA ( pour l'Europe) devront tester notre capacité à dévier de leur trajectoire des astéroïdes.

## Bonnes nouvelles

[Au Moyen-Orient](#), la normalisation des relations entre Israël et Bahreïn est actée.

En Libye, un cessez-le-feu avec « effet immédiat » a été décrété et accepté en octobre 2020 par les protagonistes de la guerre civile qui déchire le pays depuis les « révoltes arabes » de 2011.

La chercheuse Emmanuelle Charpentier est la cinquième française à recevoir un prix Nobel. Elle est lauréate du prix Nobel de Chimie - avec Jennifer Doudna - pour ses travaux sur les « ciseaux à ADN ». Son parcours résume bien les contradictions de la France : elle est le produit de l'excellence académique française mais fait sa carrière à l'étranger. Si la France forme des scientifiques de haut niveau, elle peine à les conserver. [Recherche, innovation, compétitivité sont pourtant des vecteurs de puissance.](#)

*Copyright 31 octobre 2020-Degans/Diploweb.com*

---

**Bonus Diploweb Découvrez la thèse de doctorat d'Axelle Degans "La sécurité économique de la France dans la mondialisation : une stratégie de puissance face aux nouveaux défis du XXIème siècle"**

**Table des matières de [la thèse disponible par ce lien](#) :**

**Première partie : Aux sources de la sécurité et de l'intelligence économique**

Chapitre 1 : Les matrices idéologiques de la sécurité économique

Chapitre 2 : Un retard français...



Chapitre 3 : Les acteurs de l'intelligence et de la sécurité économiques

**Deuxième partie : Les vecteurs de la sécurité économique**

Chapitre 1 : Les éléments traditionnels de la sécurité économique

Chapitre 2 : La montée en puissance de vecteurs de plus en plus sophistiqués

Chapitre 3 : Le droit, nouveau champ de la sécurité économique

**Troisième partie : La sécurité économique à l'épreuve des faits**

Chapitre 1 : La sécurité économique, une nécessité face à la recrudescence des risques de cyberattaque

Chapitre 2 : La mise en œuvre de la sécurité économique

Chapitre 3 : L'Europe, une échelle légitime, efficiente et indispensable

Chapitre 4 : Perspective et prospectives pour la sécurité et l'intelligence économiques en France et en Europe

[La thèse est disponible par ce lien](#)

---

**Plus pour réussir**

Extraits du catalogue des livres géopolitiques publiés par *Diploweb* pour la réussite aux concours.

. [Florent Parmentier, Pierre Verluise \(sous la dir.\), "Géopolitique de l'Europe trois décennies après l'ouverture du Rideau de fer", éd. Diploweb via Amazon](#)

. [Axelle Degans, "La synthèse de l'actualité internationale 2019. Réussite aux concours 2020 !", éd. Diploweb via Amazon](#)

. [Patrice Gourdin, "Manuel de géopolitique, éd. Diploweb via Amazon"](#)

. [Pierre Verluise \(dir.\), "Géopolitique du monde de Trump. La stratégie du chaos ?" éd. Diploweb via Amazon](#)

. [Pierre Verluise \(dir.\), "Histoire, Géographie et Géopolitique de la RUSSIE et de ses frontières" , éd. Diploweb via Amazon](#)

. [P. Verluise \(dir.\), "Histoire, Géographie et Géopolitique de l'Union européenne. A l'heure du Brexit"](#).

. [P. Verluise \(dir.\), "Histoire, Géographie et Géopolitique de l'Asie. Les dessous des cartes, enjeux et rapports de force"](#).

. [P. Verluise \(dir.\), "Histoire, Géographie et Géopolitique du Proche et du Moyen-Orient. Les dessous des cartes, enjeux et rapport de force"](#)

. [P. Verluise \(dir.\), "Histoire, Géographie et Géopolitique de la mondialisation contemporaine. Les dessous des cartes, enjeux et rapports de force"](#)

. [S. Schmit, "Histoire, Géographie et Géopolitique de l'Amérique latine : Un sous-continent en pleine transition politique, énergétique et commerciale. Dossiers et fiches pays"](#)

. [L. Chamontin, "Ukraine et Russie : pour comprendre"](#)

. [L. Bloch, "L'Internet, vecteur de puissance des États-Unis ? : Géopolitique du cyberspace, nouvel espace stratégique"](#)

. [G-F Dumont, P. Verluise, "The Geopolitics of Europe : From the Atlantic to the Urals"](#)

---

## **P.-S.**

Docteure en Géopolitique de l'Université de Reims Champagne-Ardenne. Agrégée d'histoire, Professeure de chaire supérieure au lycée Faidherbe (Lille) où elle enseigne la géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales. Auteure de nombreux ouvrages.